

Par e-mail : [https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/04/28/antonio-guterres-il-reste-tres-peu-de-temps-au-monde-pour-sauver-le-programme-2030-et-les-objectifs-de-developpement-durable-des-nations-unies\\_6171361\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/04/28/antonio-guterres-il-reste-tres-peu-de-temps-au-monde-pour-sauver-le-programme-2030-et-les-objectifs-de-developpement-durable-des-nations-unies_6171361_3232.html)

# Antonio Guterres : « Il reste très peu de temps au monde pour sauver le Programme 2030 et les objectifs de développement durable des Nations unies »

## TRIBUNE

**Antonio Guterres**

Secrétaire général des Nations unies

Les inégalités qui se creusent représentent un danger pour l'humanité tout entière, alerte le secrétaire général de l'ONU. Dans une tribune au « Monde », il presse le G20 d'approuver un plan de relance augmentant d'au moins 500 milliards de dollars par an les financements proposés aux pays les plus démunis.

Publié le 28 avril 2023

Si nous pouvons sauver les banques, nous pouvons sauver les espoirs des pays en développement. L'effondrement de [deux grandes banques](#) ces dernières semaines [*la Silicon Valley Bank et Credit Suisse*] a fait la une des journaux du monde entier. En l'espace d'un week-end, plus de 250 milliards de dollars [*environ 227 milliards d'euros*] ont été mobilisés pour protéger le système bancaire aux Etats-Unis et en Suisse.

En revanche, il n'y a eu aucun plan de sauvetage pour des dizaines de pays en développement qui luttent contre une cascade de crises, qu'il s'agisse des [chocs climatiques, de la pandémie de Covid-19 ou de la guerre russe en Ukraine](#). L'effondrement de ces pays est considéré comme une option acceptable.

La pandémie et le relèvement inégal qui s'est ensuivi ont durement touché les pays en développement. Les pays développés ont mené des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes qui leur ont permis de financer la relance. Ils ont à présent pour la plupart renoué avec les niveaux de croissance d'avant la pandémie.

En revanche, les pays en développement, face à des coûts d'emprunt élevés et des marges de manœuvre budgétaire limitées, n'ont pas été en mesure de le faire. Sur les marchés financiers, ils peuvent se voir offrir des taux d'intérêt jusqu'à huit fois supérieurs à ceux des pays développés – le piège de la dette.

La crise climatique se déploie inexorablement et continue de frapper de manière disproportionnée les pays les moins avancés et les [petits Etats](#)

[insulaires](#) en développement. Si les pays développés ont les moyens de financer l'adaptation et la résilience, il n'en va pas de même pour les pays en développement. Dans le même temps, la guerre menée par la Russie en Ukraine a amplifié et accéléré une crise mondiale du coût de la vie, plongeant des dizaines de millions de personnes dans l'extrême pauvreté et la faim.

## Un monde à deux vitesses

Soixante pour cent des pays à faible revenu sont surendettés ou risquent de l'être bientôt, soit deux fois plus qu'en 2015. Depuis 2020, les pays africains ont dépensé plus pour le service de la dette que pour les soins de santé. Bien que la situation diffère d'un pays à l'autre, les problèmes sont systémiques. Ils sont perpétués par un système financier mondial dysfonctionnel qui privilégie les profits à court terme et ne consent que trop tard à des actions insuffisantes.

Il reste très peu de temps au monde pour sauver le [Programme 2030 et les objectifs de développement durable](#) – le plan universellement agréé pour la paix et la prospérité sur une planète saine. S'éloigne chaque jour davantage la promesse d'un monde dans lequel chacun pourrait avoir accès à la santé, à l'éducation, à un travail décent, à un air pur, à une eau propre et à un environnement sain.

Alors que les inégalités se creusent entre riches et pauvres, [entre hommes et femmes](#) et entre pays en développement et pays développés, un monde à deux vitesses, avec les nantis d'un côté et les démunis de l'autre, représente un danger pour l'humanité tout entière. Sans une action rapide et ambitieuse, ce fossé débouchera non seulement sur un terrible déficit de développement dans de nombreux pays, mais aussi sur une perte de confiance généralisée lourde de dangers.

C'est pourquoi [je demande au G20](#) d'approuver un plan de relance des objectifs de développement durable, afin d'augmenter d'au moins 500 milliards de dollars par an le montant des financements à bas coût et à long terme proposés aux pays dans le besoin. Ce plan vise à stimuler les investissements à long terme dans le développement durable, en particulier là où le changement ne peut plus attendre : les énergies renouvelables, les systèmes alimentaires durables et la révolution numérique. Les pays développés ont besoin de ressources financières et de technologies pour opérer leur transition avec peu de bouleversements sociaux.

## Investissements productifs à long terme

Pour cela, il faut agir dans trois domaines. Tout d'abord, nous devons remédier au coût élevé de la dette et au risque grandissant de surendettement. Nous avons besoin d'une nouvelle initiative pour alléger et restructurer la dette de tous les pays à risque – des pays les moins avancés aux pays à revenu intermédiaire vulnérables.

Les instruments de dette devraient comporter des clauses prévoyant une pause des remboursements en cas de catastrophe ou de pandémie. Le plan de relance préconise également la mise en place d'outils innovants visant à remplacer la dette par des investissements dans les Objectifs de développement durable. Il nous faut une nouvelle architecture de la dette pour faire face à la nouvelle situation des pays endettés.

Deuxièmement, nous devons augmenter le montant des financements à long terme à conditions favorables destinés aux pays dans le besoin. Des investissements productifs à long terme dans la durabilité peuvent permettre de lutter contre la crise climatique, de créer des emplois décents, de stimuler la croissance et de renforcer la résilience. Les banques multilatérales de développement doivent jouer à cet égard un rôle constructif.

Pour renforcer leur capacité de prêt, elles devraient utiliser plus efficacement les capitaux existants, en s'appuyant sur l'évaluation consacrée aux cadres d'adéquation des fonds propres commandée par le G20, et procéder à de nouveaux apports de capitaux. Les objectifs de développement durable devraient être pris en compte à toutes les étapes des procédures de prêt.

Les banques multilatérales de développement devraient transformer leur modèle économique et adopter une nouvelle approche du risque. En particulier, elles devraient utiliser leurs fonds pour attirer des flux encore plus grands de capitaux privés dans les pays en développement.

## Aux pays qui en ont le plus besoin

En troisième lieu, nous devons étendre les financements d'urgence et pour imprévus aux pays dans le besoin. En 2022, le Fonds monétaire international (FMI) a émis 650 milliards de dollars en droits de tirage spéciaux, les DTS, le principal mécanisme mondial pour accroître la liquidité en temps de crise.

Sur la base des quotas existants, les pays développés ont reçu vingt-six fois plus que les pays les moins avancés et treize fois plus que tous les pays d'Afrique réunis. Les financements d'urgence devraient automatiquement aller aux pays qui en ont le plus besoin. Pourtant, à l'heure actuelle, ce mécanisme creuse les inégalités. Le plan de relance propose que les DTS inutilisés soient réalloués aux pays dans le besoin. Nous devons en outre repenser le rôle des DTS, notamment pour faciliter les investissements durables.

Toutes ces propositions sont examinées par le G20, les organes directeurs des institutions financières internationales et au sein de dispositifs novateurs comme l'Initiative de Bridgetown conduite par la première ministre de la Barbade, Mia Amor Mottley, ainsi que dans l'enceinte de l'Organisation des Nations unies.

Le plan de relance rassemble ces différentes discussions et appelle à une action ambitieuse et immédiate. Il est de notre responsabilité commune de garantir à toutes et à tous un avenir prospère et durable. Les objectifs de développement durable représentent le chemin à suivre pour assurer cet avenir, et le plan de relance constitue le véhicule à emprunter pour y parvenir.

Le monde entier doit monter à bord dès maintenant. Les objectifs de développement durable sont bien trop importants pour faillir.

Antonio Guterres(Secrétaire général des Nations unies)